

Les raisons d'être du socialisme

Autor(en): **Maillard, Pierre-Yves**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Rote Revue : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft und Kultur**

Band (Jahr): **78 (2000)**

Heft 1

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-341521>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les raisons d'être du socialisme

A la fin des années 80, avec la chute des régimes communistes totalitaires, une grande escroquerie intellectuelle a débuté. Elle s'est manifestée dans un discours martelé insidieusement et puissamment:

Pierre-Yves Maillard

de l'échec de la collectivisation bureaucratique et totalitaire on a déduit l'échec au fond de l'idée même de collectivité et le triomphe absolu de l'individualisme et de la marchandise. Alors que les faits et l'expérience démontraient que les démocraties occidentales avaient obtenu leur prospérité et leur relative réussite sociale par le développement et la réussite des services publics, des assurances sociales, de l'éducation gratuite et de qualité pour toutes et tous, des mécanismes fiscaux de redistribution des richesses, dans ce même temps, la propagande néolibérale a fait de la chute du communisme totalitaire le point de départ d'une offensive systématique contre le concept même d'État social. Un seul dogme était martelé: libération totale de l'activité économique et financière, privatisation intégrale des activités humaines et en conséquence baisse des charges pesant sur les détenteurs de richesses. Le résultat est une précarisation du travail, l'exclusion sociale, le creusement des inégalités, la concentration du pouvoir et de l'activité économiques.

La violence et le caractère systématique de cette offensive ont rendu la social-démocratie stupide. L'oubli des luttes sociales, l'éloignement des appareils partisans et syndicaux du monde du travail ont fait le reste. Au lieu de profiter de la chute

des régimes communistes totalitaires pour affirmer les valeurs et l'efficacité avérée des méthodes de socialisation progressive, décentralisée et démocratique de l'activité économique, les gouvernements et les minorités social-démocrates ont progressivement intégré les dogmes de la pensée dominante. Le point culminant de cette dérive se situe dans le manifeste Blair/Schröder qui fait passer pour «modernes» le paternalisme social, le conservatisme moral et la confiance aveugle dans le marché qui avaient cours au XIX^{ème} siècle. Avec cette pensée humiliante, Toni Blair offre un réveil-matin à tous les chômeurs sous prétexte de lutter contre le chômage de longue durée.

Que ce soit parce qu'elles ne croient plus à d'autres forces que celles qui sont actives sur les marchés ou parce qu'elles ont voulu défendre à l'excès l'idée européenne, les social-démocraties européennes ont nié les marges de manœuvre des nations démocratiques dans lesquelles elles commençaient pourtant à recevoir la confiance croissante des populations. Devant ces renoncements, une partie des classes populaires se sont senties abandonnées et sont parties se ranger dans le vote pour les droites populistes et xénophobes ou dans l'abstention. Cette évolution est dramatique et menace de faillite pure et simple l'idée du socialisme démocratique, que certains de ses leaders d'occasion rêvent de voir se transformer en un parti démocrate à l'américaine. Pourtant il faut encore être socialiste aujourd'hui, car le socialisme ne s'est jamais limité à être un communisme plus mou que celui de l'Est, qui serait condamné à disparaître avec lui. Avant Marx, à son époque et après lui, ont

existé des socialistes résolus, anticapitalistes, profondément démocratiques, se méfiant devant les prétentions excessives d'un État dictatorial, partisans d'une économie socialisée progressivement, dans la diversité et la décentralisation. Cette pensée est aujourd'hui absolument nécessaire.

Certes la propriété publique, la nationalisation ne suffisent pas à rendre la vie au travail moins assommante, à y permettre l'exercice de la démocratie, à assurer les droits des femmes à l'égalité, etc. Mais dire cela ne doit pas nous amener à renoncer à ce qui constitue le point originel de la pensée socialiste: la maîtrise démocratique des secteurs économiques fondamentaux, la réduction progressive de la part de la rente capitaliste dans la répartition des richesses au profit de la rémunération du travail, qu'il soit indépendant ou salarié. Cet objectif doit être poursuivi à toutes les échelles, en exploitant toutes les marges de manœuvre possible, toutes les formes de l'économie sociale.

Concrètement, la lutte socialiste qu'il faut mener aujourd'hui contre l'évolution néolibérale du monde passe par une approche plus offensive du rôle des collectivités locales et de notre conception des limites de leur gestion. Pour affirmer la modernité et la possibilité d'une économie non-marchande, elles doivent s'engager dans les nouveaux secteurs d'activité, offrir de nouveaux services notamment dans les domaines de la communication, de la culture, de la formation continue, du recyclage d'objets, etc., sans abandonner ceux qui leur sont attribués traditionnellement. Et quand dans l'industrie la pression des actionnaires impose aux entreprises un profit annuel de l'ordre de 15% du capital investi, sous la menace d'une délocalisation, il faut oser proposer que l'État acquière l'entreprise, pour la revendre par exemple aux salariés ou la transformer en coopérative, plutôt qu'avancer encore des subventions ou des rabais fiscaux. Aucune raison économique n'impose de fermer

une entreprise rentable et les exigences de profit deviennent tellement élevées qu'elles laissent une marge de manœuvre intéressante aux entreprises en mains publiques ou associatives qui peuvent faire profiter la clientèle d'une part des 15% de bénéfiques qu'elles n'ont pas à verser à des actionnaires. Enfin par une utilisation plus politique et plus professionnelle de la cogestion dans le domaine des caisses de pensions, par des luttes qui devront quand c'est possible aller jusqu'au soutien de grèves pour le droit à la participation et aux décisions dans l'entreprise, nous pouvons retrouver des moyens d'action susceptibles de peser sur le cours de la vie économique.

Mais une stratégie socialiste offensive passe aussi par le renouvellement du secteur coopératif et associatif, qui ne devraient pas craindre d'investir les domaines marchands. L'activité bancaire de crédit, le tourisme, l'agriculture, les loisirs, la culture, la communication offrent des potentialités certaines à des sociétés sans contrainte absolue de rendement, qui pourront offrir des services de proximité, diversifiés, respectueux de l'environnement et de la santé, à un public lassé de la recherche du profit à tout prix. De telles initiatives existent déjà, mais elles peuvent gagner un dynamisme nouveau si elles bénéficient de politiques publiques volontaires chaque fois que des socialistes ont des responsabilités. Si par exemple Moritz Leuenberger essayait réellement d'imposer à Swisscom une conception dynamique du service public, il l'empêcherait de vendre Cablecom. Au contraire, il lui demanderait de mettre ce réseau inestimable de télévision cablée aussi à la disposition d'investisseurs sans but lucratif, qui auraient pour cahier des charges d'assurer sans contrainte d'audience immédiate la diffusion, à l'échelle locale ou plus largement, d'émissions télévisées pluralistes et de qualité. Comme d'autres la télévision est un secteur d'investissement où les syndicats, les associations, les collectivités

Aucune raison économique n'impose de fermer une entreprise rentable.

**Le socialisme
doit affronter
avec un esprit
neuf le champ de
réflexion et
d'action de la
nation, de
l'Europe et de
l'internationalisme.**

publiques pourraient s'engager s'ils y étaient incités, et où la seule logique du profit imposent la médiocrité et l'ennui.

Ces initiatives concrètes visant à faire reculer l'économie marchande dans son emprise sur la vie et l'activité humaines n'ont évidemment un sens que si les socialistes s'opposent enfin au processus de privatisation des secteurs d'infrastructures et de services qui restent encore en mains publiques. Le processus qui a imposé, souvent avec le concours de socialistes, les critères marchands, la segmentation en entités rivales, la surveillance chronométrique de chaque acte et la précarisation du travail, tout cela sous le masque de la "nouvelle gestion publique", doit enfin être dénoncée pour ce qu'il est: une entreprise de démolition sournoise. Il est nécessaire certainement de réformer, de démocratiser ces services et ces réseaux, mais il est indispensable de les garder en mains publiques et d'utiliser cette maîtrise publique pour assurer un accès universel, un financement solidaire, un service de qualité et à un prix abordable pour toutes et tous, un respect strict de l'environnement et des conditions de travail exemplaires. Qui peut prétendre après les expériences faites dans l'ancien secteur des PTT que l'ensemble de ces objectifs est, aujourd'hui et pour le long terme, mieux garanti par le marché et la libéralisation?

Une économie sociale passe évidemment aussi par des assurances sociales et un système de santé développés, pour lesquels aucun moratoire ni rationnement ne peuvent se justifier. Dans ces secteurs aussi, nous devons être offensifs en prenant conscience des formidables moyens financiers qui échappent dans notre pays à l'impôt et à tout système de redistribution nécessaire au développement d'une collectivité solidaire. En proposant par exemple d'affecter à l'AVS les recettes d'un impôt sur les gains en capital et d'un impôt fédéral sur les grandes successions ainsi qu'une part des recettes régulières

croissantes de la BNS, et pas seulement de ses réserves d'or, nous aurions par exemple un moyen simple de rendre populaires nos propositions de recettes publiques nouvelles et surtout nous rendrions plus crédibles des propositions de baisse significative de l'âge du droit à la retraite.

Enfin, dans cette révolte contre le dogme de la disparition de toute marge de manœuvre politique, le socialisme doit affronter avec un esprit neuf le champ de réflexion et d'action de la nation, de l'Europe et de l'internationalisme. Nous avons probablement trop abandonné l'idée de souveraineté nationale à la droite populiste, pour des raisons souvent louables de refus du nationalisme, mais cette attitude a donné des socialistes l'image de l'impuissance et du fatalisme devant l'évolution du monde. Il faut au contraire affirmer que la nation démocratique doit redevenir l'espace de la volonté politique. De même, il est absurde et suicidaire, pour la cause européenne elle-même, de renoncer au nom de l'intégration européenne à un acquis démocratique, social ou écologique, par anticipation, sans attendre de connaître l'évolution de l'Europe et les résultats d'une éventuelle négociation d'adhésion. L'Europe peut et doit être un espace supplémentaire d'exercice de la souveraineté démocratique; elle ne doit pas nous amener, dans cette attente, à renoncer à l'espace national et à la marge de manœuvre qu'il procure.

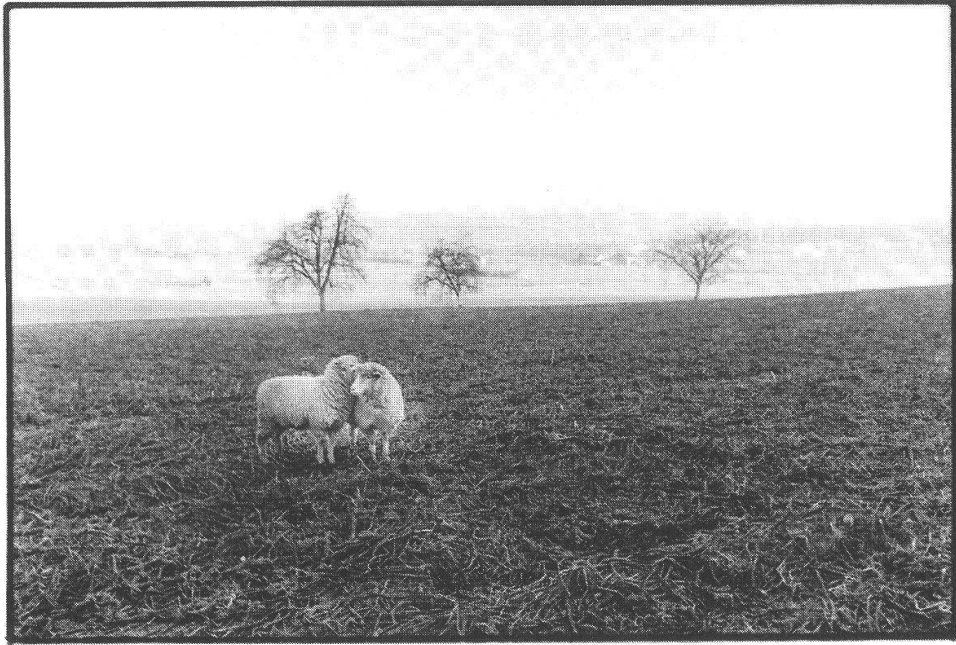
Dans le même mouvement, l'action internationale s'est progressivement limitée à l'action institutionnelle. Cela ne peut pas suffire; il nous faut un espace de rencontre et d'action international qui dépasse le cadre des institutions officielles. A cet égard, il faut combattre le dépérissement de l'internationale socialiste que les chefs d'État confisquent et dénaturent en intégrant progressivement à notre famille politique le président des USA, ardent défenseur d'une libéralisation totale des échanges de biens agricoles et culturels et le président du Brésil qui avait pourtant

trouvé en face de lui lors de sa dernière élection le représentant du parti des travailleurs. Il y aurait tant de choses à faire au moyen d'une internationale socialiste digne de ce nom: créer des réseaux concrets d'échange, de solidarité et de coopération avec les pays du Sud, organiser avec les forces syndicales et associatives les moyens de lutttes sociales à l'échelle européenne et si possible au-delà, développer des possibilités de formation et d'échange pour les jeunes, créer enfin les conditions d'un vrai débat d'orientation qui permette à la base socialiste du continent de s'exprimer sur la politique qu'elle veut promouvoir dans cet espace démocratique prometteur.

Dans un monde où la progression de l'irrationnel, de la violence et du cynisme semble sans fin, l'idéal socialiste de réalisation des potentialités de chacune et de chacun, dans la plus large mesure, ici et maintenant, est plus nécessaire que jamais. Cet idéal se mesure à l'échelle d'une vie d'homme ou de femme, il ne se remet pas à la fin de l'histoire ni aux lendemains qui chantent. Il n'autorise ni pause histo-

rique, ni attentisme. Tant qu'une femme, un homme, un enfant voit son existence dégradée par l'ordre social existant, l'action et la pensée socialiste ont une raison d'être. Il faut donc simplement aujourd'hui comme hier que celles et ceux qui trouvent l'énergie et le plaisir nécessaires à cette cause s'y consacrent avec la détermination qu'ils et elles ont à lui offrir. Et si, désireux d'aller dans le sens du vent, il y en a parmi nous qui affirment qu'au fond le socialisme n'a plus d'avenir, qu'ils sachent donc que l'échiquier politique est vaste, que la droite bourgeoise est accueillante et récompense bien l'opportunisme, et qu'ils nous pardonnent de simplement vouloir que tout le monde ne pense pas comme elle. Le socialisme démocratique a des racines profondes, une histoire dont il a beaucoup à apprendre et beaucoup à faire pourvu qu'il sache être lui-même.

Pierre-Yves Maillard est conseiller national et vice-président du PS vaudois. Il a présidé le PS lausannois de 1996 à 1999.



Fotos: Susi Bodmer

